

L'après-Rio

Autor(en): **Pret Paz, Marie-Claire**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **80 (1992)**

Heft 8

PDF erstellt am: **05.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280084>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'après-Rio

Le Sommet de la Terre s'est achevé cet été avec des résultats mitigés. Aura-t-il des répercussions concrètes?

Anne Bischof est déléguée de la Communauté de travail. Seule femme parmi les cinq représentants des secteurs suisses non gouvernementaux choisis pour siéger au Sommet de la Terre¹ à Rio, elle fait le point pour *Femmes suisses*.

FS – Qu'est-ce que la Communauté de travail?

AB – C'est un groupement de cinq œuvres d'entraide², constitué pour sensibiliser le public suisse et pour faire du «lobbying» vis-à-vis de la politique de développement de l'administration suisse.

FS – C'était une première, l'intégration d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres secteurs tels que l'industrie, l'énergie et le VORORT dans la délégation suisse à une conférence internationale de ce niveau. Cette décision, prise en dernière minute, a-t-elle été controversée?

AB – Oui, c'était assez controversé. Mais le Conseil fédéral a reconnu qu'il fallait réunir tous les acteurs sociaux. L'Assemblée générale des Nations Unies avait souligné qu'il est nécessaire d'avoir le soutien du peuple si l'on veut aller vers un développement durable.

FS – Ont été adoptés lors du sommet, d'une part la Déclaration de Rio³, et d'autre part le plan mondial Agenda 21⁴. Faute de volonté politique, ce dernier ne fournit cependant que les très grandes lignes d'un plan, et ni l'un ni l'autre de ces documents n'est contraignant pour les Etats. Que peut-on attendre dans ces conditions?

AB – Il y aura des interprétations dans les pays aux niveaux nationaux et l'on se référera à ces deux documents dans les négociations futures. Cela deviendra de plus en plus contraignant avec la pratique, quand il y aura eu des décisions juridiques au niveau national. Le suivi national est de haute priorité maintenant. Flavio Cotti a souligné qu'il faut associer les cercles externes au gouvernement au suivi de Rio. Il faut, entre autres, élaborer un plan d'action national qui adapte les prescriptions générales de l'Agenda 21 à notre situation suisse. On pense établir un groupe de travail avec les personnes qui étaient dans ce processus.

FS – La Suisse, dans le cadre de la Convention sur le climat, s'est engagée à stabiliser les émissions (qui contribuent à l'effet de serre) à leur niveau de 1990 d'ici

l'an 2000. Quel impact cela aura-t-il sur la vie de nos lectrices, et pensez-vous que l'opinion publique est suffisamment sensibilisée sur les changements à venir?

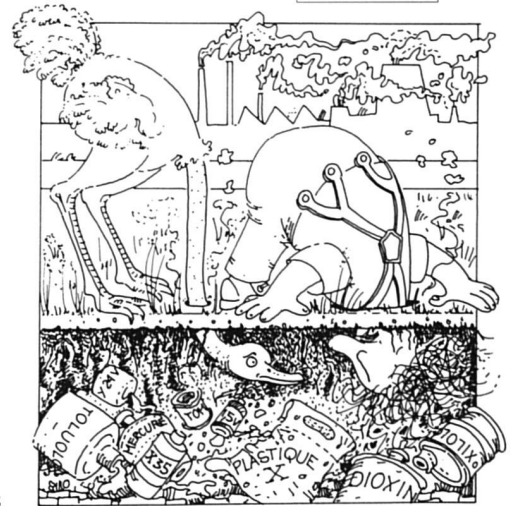
AB – Nous sommes conscients que les ONG devraient être plus présentes dans les médias. Bien qu'on y parle de plus en plus de ces thèmes, les médias devraient et pourraient faire plus pour sensibiliser le public. Il va y avoir une taxe sur le CO₂, c'est déjà dans la phase planification, et les gens sentiront l'effet sur leur porte-monnaie! Il faudra reconnaître que les problèmes dont on parle sont très graves; nos émissions dépassent les limites de la nature. En plus, nous, dans le Nord, sommes responsables de la majeure partie des émissions, et à cela s'ajoute le fait que ces mêmes 20% de la population consomment 80% des ressources. Les pays du Sud doivent avoir la possibilité d'élargir leurs économies parce qu'une grande partie de leur population ne couvre pas ses besoins de base... Cela veut dire que nous, au Nord, devons réduire nos émissions et notre consommation de ressources pour «libérer de la place écologique» afin que le Sud couvre ses besoins.

FS – Allons-nous vers une restructuration radicale du fonctionnement de l'économie?

AB – Dans les années à venir on va avoir des changements importants. Ce n'est pas du tout négatif à mon avis; on y gagnera beaucoup. Quand on regarde notre société aujourd'hui de près, on constate qu'il y a des problèmes sociaux très graves en Suisse. Nous avons des toxicomanes, de nombreux cas de dépression, de solitude, un taux élevé d'accidents sur la route... tout cela malgré l'abondance économique. Nous ne pouvons parler de développement en ignorant ces aspects chez nous. Il est impossible de regarder un élément sans tenir compte des autres, si l'on veut comprendre le tout. Aujourd'hui, on pense que cela sera difficile de consommer moins, que cela va nuire à notre économie. Mais les dégâts de notre consommation sur la nature et sur la santé humaine coûtent aussi sur le plan économique!

FS – Quels sont les aspects les plus positifs de votre participation dans la délégation officielle à Rio Center par rapport à ceux qui étaient dans le Global Forum?

AB – Il y avait beaucoup d'avantages à être à Rio Center en tant que membre d'une délégation officielle: un meilleur contact avec les participants au sommet,



L'environnement nous concerne tous!

(Illustration SPE-info)

accès à plus d'informations, y compris d'informations confidentielles, et l'occasion d'apporter son point de vue à davantage de personnes. C'est clair que l'on perd aussi un peu de liberté d'action, étant plus restreint dans le travail public que l'on peut effectuer. Mais grâce à cet «accès», on arrive à voir plus clairement les problèmes et à mieux comprendre les difficultés qui se posent dans ces négociations internationales. C'est une image plus réaliste de la situation, et vis-à-vis de l'administration suisse, cela a réduit nos malentendus!

FS – Comment est-ce que ce groupe de travail pour «l'après Rio» communiquera avec les autres ONG suisses qui n'étaient pas à Rio, pour élargir le débat?

AB – Pour tout le processus menant à Rio, on a formé un groupe de consultation avec des ONG suisses de base, venant de secteurs très variés (élevage, agriculture biologique, groupements de femmes, de la jeunesse, de consommateurs, WWF, Greenpeace, Déclaration de Berne, etc.). Ce travail continuera. Les groupes qui désirent être actifs dans ce processus peuvent d'ailleurs prendre contact avec la Communauté du travail⁵.

Marie-Claire Pret Paz

□ Les personnes ou organisations qui désirent obtenir une copie de la Déclaration de Rio, de l'Agenda 21 ou de la Convention sur le climat peuvent en demander une à Marie-Claire Pret Paz (1, rue Tolstoï; 1203 Genève, tél. (022) 340 41 54).

□ M.-C. Pret Paz travaille depuis plusieurs années avec des coalitions d'ONG de nombreux pays et a participé aux réunions des ONG pour la préparation de Rio tenues à Tabarka (Tunisie), Cairo, Santo Domingo, Dakar, New York et Paris.

¹ Connue aussi sous le nom de Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED).

² Dont SwissAid, Pain pour le Prochain, Action de Carême, Helvetas et Caritas.

³ Déclaration de principes généraux pour assurer l'avenir de la planète.

⁴ Plan mondial d'action pour protéger l'environnement et pour favoriser le développement durable pour tous.

⁵ Communauté de travail des œuvres d'entraide, 9, Giessereiweg, 3007 Berne. Tél. (031) 45 54 11.